L'Égypte estime proche un accord Israël-Hamas sur une trêve à Ghaza

L'Egypte a estimé hier à portée de main un accord entre Israël et le mouvement islamiste palestinien Hamas sur une trêve des violences et une réouverture des points de passage dans la bande de Ghaza.

«Il y a des signes positifs pour qu'on parvienne dans les tout prochains jours à une entente», a affirmé à l'AFP le porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères Hossam Zaki.

Sans entrer dans les détails d'une trêve qui consoliderait le cessez-le-feu fragile en vigueur depuis trois semaines, il a évoqué une «réouverture partielle des points de passage».

Alors que la guerre de Ghaza s'est achevée le 18 janvier après 22 jours d'une opération israélienne meurtrière, les navettes de négociateurs se sont accélérées au Caire, les Egyptiens étant au cœur de la médiation.

Israël se refuse à tout contact avec le Hamas, qui a évincé par la force de Ghaza l'Autorité palestinienne en juin 2007, considérant ce mouvement comme terroriste. Le Hamas ne reconnaît pas l'existence de l'Etat hébreu.

Le Hamas s'est déjà dit favorable à une trêve d'un an à condition que soient ouverts les points de passage entre Ghaza et Israël ainsi que le terminal de Rafah, entre le territoire palestinien et l'Egypte.

L'Egypte avait déjà parrainé la trêve précédente qui avait duré six mois, de juin à décembre dernier.

M. Zaki a souligné qu'une délégation du mouvement islamiste avait rencontré les responsables égyptiens samedi soir et devait revenir au Caire «lundi soir pour apporter la réponse définitive du Hamas sur ces points d'entente».

Le négociateur israélien Amos Gilad avait de son côté transmis vendredi au chef des services de renseignement égyptiens Omar Souleïmane, l'homme-clé des négociations, la réponse de son pays sur les points en discussion.

Pour la première fois depuis la fin de la guerre, Mahmoud Zahar, le plus influent dirigeant du «Hamas de l'intérieur», a quitté la bande de Ghaza pour conduire la délégation islamiste.

Celle-ci s'est rendue ensuite à Damas pour des consultations avec les chefs du Hamas en exil en Syrie, selon un responsable du mouvement dans la capitale syrienne.

Le cessez-le-feu a été violé à plusieurs reprises par de nouveaux tirs de roquettes palestiniennes suivis de bombardements de représailles israéliens. Deux roquettes ont été tirées hier sur le sud d'Israël, sans faire de victime, selon un porte-parole militaire israélien. Samedi également, un porte-parole du mouvement islamiste à Ghaza avait avancé que le Hamas s'attendait «à un accord avec Israël sur la réouverture des points de passage». «Si les efforts de l'Egypte portent leurs fruits, nous espérons parvenir à cet accord dans quelques jours», a dit à l'AFP Fawzi Barhoum.

Pour des membres de la délégation du Hamas, Salah Al-Bardawil et Aymane Taha, il s'agissait d'obtenir des éclaircissements sur la position d'Israël acceptant l'ouverture à «70 à 80%» des passages dans le cadre de la trêve et des 20% restants au moment du règlement de l'affaire du soldat israélien Gilad Shalit. Depuis sa capture en juin 2006 à la lisière de la bande de Ghaza, il est détenu par le Hamas qui exige la libération de plusieurs centaines de prisonniers par Israël pour le relâcher. Le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, a tempéré hier les espoirs d'un accord proche, qualifiant de «très exagérées» des informations de presse en ce sens.

Photos : DR

Une Palestinienne dans sa maison bombardée par les israéliens.

Deux roquettes tirées par des Palestiniens contre Israël

Deux roquettes ont été tirées hier par des Palestiniens depuis la bande de Ghaza sur le sud d'Israël, sans faire de victime, a annoncé un porte-parole militaire.

Une première roquette de courte portée a explosé dans la matinée dans le kibboutz (village collectiviste) de Niram, près de la ville de Sdérot, et endommagé plusieurs voitures dont deux ont pris feu, a-t-il ajouté.

Une seconde roquette, apparemment de plus longue portée, a été tirée en début d'après-midi, explosant dans un terrain vague sans faire ni vicitme ni dégat, au sud de la ville d'Ashkelon.

Ces nouveaux tirs interviennent malgré l'entrée en vigueur, le 18 janvier, d'un cessez-le-feu ayant mis fin à l'opération militaire israélienne dans la bande de Ghaza où 1 330 Palestiniens ont été tués en trois semaines. L'offensive avait pour but déclaré de réduire au minimum les tirs de roquettes et obus de mortier depuis Ghaza mais plusieurs dizaines de ces engins ont été tirés après la fin de l'opération, entraînant des représailles d'Israël.

Varsovie cherche à confirmer officiellement la mort de l'otage polonais

Les autorités polonaises tentaient toujours hier de confirmer de façon officielle la mort de l'otage polonais Piotr Stanczak, annoncée samedi par ses ravisseurs au Pakistan, a déclaré un vice-ministre polonais des Affaires étrangères Jacek Najder.

«Nous n'avons toujours pas de confirmation définitive de la mort de notre citoyen», a déclaré à la presse M. Najder.

«Tant que nous n'aurons pas de confirmation, le travail de notre équipe au Pakistan consiste à vérifier si notre citoyen est vivant», a précisé M. Najder.

«Une fois que nous aurons la confirmation, nous aurons pour tâche de récupérer le corps», a-t-il ajouté.

Samedi, le Mouvement des talibans du Pakistan, lié à Al-Qaïda, avait annoncé avoir «décapité» l'ingénieur polonais enlevé fin septembre dans le nord-ouest du Pakistan.

Peu après, le Premier ministre polonais, Donald Tusk, avait confirmé la mort de l'otage, se référant à des informations «encore informelles», tout en soulignant avoir «encore un brin d'espoir». La veille, M. Tusk avait refusé publiquement de payer une rançon. Les autorités pakistanaises n'ont fait aucun commentaire officiel depuis l'annonce par les talibans de la décapitation de leur otage.

Piotr Stanczak travaillait pour la société pétrolière polonaise Geofizyka Krakow. Il avait été enlevé le 28 septembre par des hommes armés près d'Attock, à environ 110 kilomètres à l'ouest d'Islamabad, non loin des zones tribales où l'armée affronte des talibans pakistanais alliés à leurs pairs afghans et à Al-Qaïda. Ses deux chauffeurs et ses gardes du corps avaient été abattus sur place.

TCHAD

Appel à une «grève générale» aujourd'hui contre la vie chère

L'Union des syndicats du Tchad (UST), principale centrale syndicale du pays, a appelé hier à une «grève générale d'avertissement» toute la journée d'aujourd'hui, pour protester contre la cherté de la vie.

«Les travailleuses et travailleurs, militants de l'UST, décident à l'unanimité d'observer une grève générale d'avertissement d'une journée» aujourd'hui, déclare dans un communiqué lu à la radio nationale par la centrale qui, selon un de ses membres, regroupe 30 syndicats et fédérations nationaux et 28 unions régionales. Ce mouvement vise à protester contre «la crise (qui) est là, empire et atteint toutes les couches des populations du pays» pendant que «le gouvernement refuse (...) d'augmenter les salaires des fonctionnaires, agents de l'Etat et du privé, malgré les ressources financières immenses engendrées par la vente du pétrole», affirme l'UST.

Les Tchadiens sont dans une situation désastreuse.

«Les prix de matériaux de construction sont en hausse et les produits de première nécessité connaissent une hausse vertigineuse», indique-t-elle.

La Confédération libre des travailleurs du Tchad (CLTT), autre centrale syndicale, a pris ses distances avec cet appel. Elle a exhorté «ses militants et militantes du public et du privé à vaquer normalement à leurs occupations quotidiennes» aujourd'hui.

Selon les observateurs, la CLTT est moins implantée que l'UST, qui compte plus de 60 000 adhérents à travers le pays avec une représentativité de 90 %, d'après un de ses responsables, Bassou Rakhis Singa.

Le 3 février, des dirigeants de l'UST, de la CLTT et d'autres organisations syndicales avaient été reçus par le Premier ministre Youssouf Saleh Abbas, avec lequel ils ont discuté de «la situation sociale» et auquel ils ont exposé leurs doléances, selon un communiqué du cabinet du chef de gouvernement.

«Le Premier ministre a par la même occasion rassuré les partenaires sociaux que le gouvernement trouvera des solutions à cette situation sociale dans un bref délai», selon ce texte.